

LE MOUVEMENT DE MUTATION LOCALE DES PO EST FAUX

IL N'A PAS ETE DEROULE DANS LE RESPECT DES REGLES !

Un exemple concret ? Le service du Cadastre avait officiellement 3 postes de catégorie C vacants offerts au mouvement local. Seuls deux postes ont été attribués, alors que de nombreuses demandes d'agents C ont été faites pour rejoindre ce service. Quid du 3e poste ? Aucune explication n'a été donnée, ni aux agents, ni aux chefs de service, ni aux syndicats ! Le mouvement local est donc faux puisqu'en cascade, le mouvement aurait été tout autre. Le poste aurait-il été gelé en douce ? Personne n'en sait rien. Voilà à quoi sert concrètement la fin des CAPL: l'arbitraire s'impose à tous dans le plus grand mépris des agents de toute catégorie et sans aucune justification ni même un début d'explication ! Un pas de plus vient d'être franchi avec cet exemple dans la confiance que l'on peut avoir envers cette direction (si ça peut encore être pire) et dans son incapacité à communiquer (attention, nous ne parlons pas des collègues RH mais bien des directeurs). Ce mode de management ignore le respect et il nous faut, ensemble, exiger de la transparence et le retour des CAP !

oo

SERVICES DE PUBLICITE FONCIERE ET RETARD DE PUBLICATION DES ACTES:

Tous les services doivent savoir que ce n'est pas prêt de s'arranger !

Depuis **4 mois**, une dizaine de brigadiers à distance ou en présentiel (brigade nationale) et 4 EDR plus un renfort ponctuel sont venus renforcer le SPFE1 de Perpignan. Le discours officiel de la directrice depuis son arrivée est qu'une de ses priorités est d'aider les SPF à résorber le retard de publication qui impacte de nombreux services, "*la fusion n'étant pas un objectif en soi*"... Nous avons évidemment un doute sur cette affirmation de la DDFIP, mais le positionnement du renfort sur un seul SPF montre clairement que le but unique de la direction a toujours été et demeure bien la fusion, ce qui n'est pas du tout la même chose (rappelons-le, pour fusionner, les deux services du département doivent impérativement avoir le même niveau de retard. C'est un impératif DG).

Bilan: le jeudi 22/7, Mme Guillouet notre directrice départementale, accompagnée de son adjointe Mme NANTE, est venue annoncer aux SPF que la direction générale jetait l'éponge pour la fusion prévue en fin d'année car l'écart entre les deux bureaux restait trop important. La fusion ne sera donc pas possible en novembre. Et ce malgré le renfort impressionnant: il reste à peu près 1 an et 8 mois de retard pour le SPFE1 et 1 an de retard pour le SPF2. Les brigadiers en renfort risquent donc fortement de repartir maintenant vers d'autres cieux, c'est à dire vers d'autres SPF plus susceptibles de fusionner rapidement.

Et maintenant?

La conclusion peut sauter au yeux de n'importe qui : avec 14 personnes en plus sur 4 mois, la masse de travail est telle qu'il n'a pas été possible d'anéantir le retard... et ce retard risque de repartir en flèche dès le départ des brigadiers ! **Les moyens humains sont donc largement insuffisants au regard de la masse de travail.**

Comme dans tous les services d'ailleurs, mais au SPF cela se traduit immédiatement en terme de retard, les variables d'ajustement étant quasi inexistantes. La priorité de la direction devrait donc être de retrouver un référentiel charge/emploi qui ressemble enfin à quelque chose !

Quant à améliorer l'organisation et la productivité, l'audit de février dernier concluait que la direction, sévèrement taclée, avait beaucoup à faire. Cinq mois plus tard, le travail de fond avec les études est toujours au point mort (c'est un des leviers pourtant facile à actionner, à condition de connaître le travail). Quand aux problèmes informatiques, non seulement ils ne s'arrangent pas mais ils s'amplifient et participent largement du retard supplémentaire. Autre problème important, la direction ne semble même pas savoir qu'il existe d'autres missions que la publication en SPF et que le retard s'accumule là aussi de manière inquiétante ! Nous pensons aussi aux collègues de la comptabilité qui sont complètement abandonnés et en difficulté !

La direction locale, plutôt que de reconnaître l'évidence et demander les moyens nécessaires pérennes (tout en mettant enfin en place les préconisations précédentes) en est donc seulement réduite à suggérer aux agents du SPFE1 de mettre un coup de collier... C'est le genre de réflexion toujours appréciée des collègues, surtout quand le pilotage et la direction n'ont jamais été capables de faire quoi que ce soit d'intelligent pour les SPF.

Se pose également la formation des nouveaux agents, les absences longue durée....

Quand au SPF2... il faudrait arrêter la publication ou ne pas fermer les journées pour que l'autre SPF les rattrape ? C'est ça la solution pour que Mme Guillouet puisse faire sa fusion en mai prochain ? Il faudra donner des consignes écrites si c'est le cas...

Pendant ce temps les agents des SPF et ceux impactés par le retard de publication bossent et se font bien souvent alpagués par les contribuables en lieu et place des principaux responsables que sont les directeurs successifs et des managers, qui ont laissé pourrir la situation depuis des décennies jusqu'à un point vraiment critique aujourd'hui !

Le masque est tombé (pas celui du COVID, celui de la directrice): La fusion est tout ce qui compte ! Quand aux services impactés et aux usagers excédés -à raison- par ces retards, c'est bien le cadet des soucis de la DDFIP ! La directrice est essentiellement préoccupée à ne pas perdre la face vis à vis de la DG, et a bien affirmé lors de sa visite sa volonté de tout faire pour ne pas être le dernier département de France à fusionner... C'est vrai que nous en sommes au 4e report de fusion et qu'elle vient une nouvelle fois d'être repoussée de nov 2021 à mai 2022... Quelle humiliation pour Mme Guillouet. Mais franchement, est-ce que l'important est bien là ? Et est-ce bien décent vu la situation ?

Et après?

Quid du service aux usagers?

Quid du travail de plus en plus important généré dans les SIP, au CDIF, à l'accueil tous canaux confondus?

Quid des conditions de travail des agents des SPF, des SIP, du CDIF et autres services concernés ... ?

Les 2 SPF, sans moyens supplémentaires, **fusionnés ou pas**, ne peuvent que continuer à prendre du retard. C'est un constat.

Vu le manque criant d'effectifs, la fusion des SPF n'a aucune chance d'améliorer la situation (on l'a bien vu avec le SIE départemental)! Et nombre d'agents du département vont continuer à en subir les conséquences, et en subiront de plus en plus si une fusion sans moyens reste la seule et unique réponse... qui permettra ensuite de supprimer de nouveaux emplois.

Bienvenue en Absurdie !

oooooooooooooooooooooooooooo

La Cgt très clairement appelle les collègues à se faire vacciner.

Si la position de la confédération Cgt est très claire sur ce sujet et appelle à la vaccination, pour autant, nous appelons tous les collègues également à la réflexion sur le sujet suivant: En finir avec le principe du secret médical en le livrant aux employeurs qui pourraient s'en servir pour suspendre le salaire d'un employé ou licencier un CDD, refuser une embauche...cela n'a plus grand chose à voir avec la santé publique et relève bien d'un tout autre enjeu ! Pour ces raisons, la Cgt est farouchement opposée au PASS Sanitaire.

De plus, et nous le constatons tous les jours dans l'actualité: l'autoritarisme employé par le président crée carrément un rejet de plus en plus inquiétant de la vaccination et amène de fait à une division entre vaccinés et non vaccinés auquel vraiment personne n'a intérêt.

Colonne de droite publique: [En direct des sections](#)

Public: [Tracts Sections](#)

- [=A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank
